

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/Q1/MEX/1
G/SCM/Q1/MEX/1
1^{er} septembre 2003
(03-4564)

Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

Questions posées par les COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES au sujet de la notification du MEXIQUE¹

La Délégation permanente de la Commission européenne a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 27 août 2003.

1. Le Mexique pourrait-il préciser si le dernier paragraphe de l'article 40 concernant la définition de la branche de production nationale est compatible avec l'Accord antidumping?
2. L'article 43 du Décret renferme une disposition sur le cumul. Le Mexique pourrait-il confirmer que cette disposition ne sera appliquée que si les conditions énoncées à l'article 3.3 de l'Accord antidumping sont réunies?
3. Découle-t-il de l'article 51 du Décret que les parties souhaitant coopérer à une enquête sont tenues d'être représentées par un avocat titulaire d'une licence professionnelle au Mexique et de fournir une adresse au Mexique pour recevoir les notifications? Dans l'affirmative, le Mexique estime-t-il que cette condition est nécessaire pour mener des enquêtes antidumping conformément à l'Accord antidumping?

¹ G/ADP/N/1/MEX/1/Suppl.2-G/SCM/N/1/MEX/1/Suppl.1-G/SG/N/1/MEX/1/Suppl.1.